



4 novembre 2024

## Élection présidentielle aux États-Unis le 5 novembre Les agences de renseignement américaines interviennent dans les élections en faveur de Harris



Des manifestants forment une ligne rouge autour de la Maison Blanche, affirmant qu'ils doivent être entendus et que l'administration Biden/Harris doit mettre fin au financement du génocide, 8 juin 2024.

- Les agences de renseignement américaines interviennent dans les élections en faveur de Harris
- Réponses aux accusations des États-Unis d'ingérence dans les élections

Les forces d'occupation américano-sionistes subissent de lourdes pertes

- Les forces de la Résistance jouent un rôle héroïque dans le nord de la bande de Gaza

---

## Élection présidentielle aux États-Unis le 5 novembre Les agences de renseignement américaines interviennent dans les élections en faveur de Harris

Les agences de renseignement américaines interviennent à nouveau dans les élections présidentielles. Le 22 octobre, l'Office of the Director of National Intelligence (ODNI) a publié son rapport sur la sécurité des élections, qui traite de ce que l'ODNI appelle « l'influence étrangère malveillante » et « les acteurs

étrangers de l'influence ». Le rapport cible la Russie, mais aussi la Chine, l'Iran et Cuba.

Selon un responsable de l'ODNI, « les acteurs étrangers, en particulier la Russie, l'Iran et la Chine, ont toujours l'intention d'attiser les dissensions pour diviser les Américains et saper leur confiance dans le système démocratique des États-Unis ». Les responsables ont également déclaré que les acteurs étrangers pourraient envisager des menaces physiques et des actes de violence et qu'ils sont très susceptibles de mener des opérations de désinformation pour créer de l'incertitude et saper le processus électoral. Un mémorandum du Conseil national du renseignement (NIC), qui dépend de l'ODNI, a averti que les agents étrangers amplifieront presque certainement les fausses allégations d'irrégularités électorales après le scrutin.

Il convient de noter que les déclarations sont nuancées : « pourrait », « presque certainement », « très probablement ». Aucune preuve n'est citée montrant que l'un de ces « acteurs » a agi de la sorte ou qu'il est confirmé qu'il travaille pour les gouvernements en question.

Le système électoral américain n'a pas besoin d'aide extérieure pour se discréditer – il fait très bien le travail lui-même. Néanmoins, les déclarations concernant la « sape » et l'« incertitude » du processus électoral sont souvent suivies par des affirmations selon lesquelles, malgré toute cette influence, le processus de comptage des voix est sûr. Un expert du Conseil atlantique des États-Unis et de l'OTAN, Graham Brookie, s'est exprimé en ces termes : « L'infrastructure électorale est sûre et fiable. »

Il a confirmé que rien n'indiquait que la Russie, la Chine ou l'Iran envisageaient de la cibler. « Les opérations d'influence sont davantage destinées à influencer l'opinion publique, tandis que les opérations d'ingérence visent davantage à inciter les gens à agir », a-t-il ajouté, ce qui est plus significatif en ce qui concerne l'objectif de faire planer le spectre de l'ingérence étrangère. « Le spectre de l'influence étrangère est parfois beaucoup plus important que l'impact de l'influence étrangère », a-t-il déclaré[1].



San Diego, Californie, juillet 2024

De nombreux reportages et titres de journaux depuis lors soulignent cette affirmation concernant les « adversaires étrangers déterminés à saper la confiance dans les élections ». En écho à l'ODNI, la Russie est une cible principale et est utilisée pour promouvoir la peur à l'égard de Trump et favoriser Harris. Comme l'a souligné le responsable de l'ODNI, « la Russie préférerait que l'ancien président gagne et elle chercherait à saper plus agressivement la présidence de la présidente élue (Harris) ». « Certains acteurs étrangers ont également la capacité d'attiser les protestations et de mener des actions violentes au cours de cette période (postélectorale) », a ajouté le fonctionnaire.

Les responsables n'ont donné qu'un seul exemple de vidéo qui, selon eux, aurait été produite par des « acteurs d'influence russes », contre la campagne de Kamala Harris.

Plusieurs questions se posent. D'abord, les responsables du renseignement admettent qu'ils ne peuvent pas vérifier l'origine des différents contenus, tels que les vidéos ou les messages sur les médias sociaux. Ils se contentent de dire que cela « ressemble » à quelque chose que les Russes feraient, ou que cela « pourrait provenir » de la Russie. Pour l'exemple cité dans le rapport, le responsable de l'ODNI a déclaré qu'un examen effectué par les agences avait révélé « plusieurs indicateurs de manipulation » compatibles avec les actions des acteurs russes. Il y a des « indicateurs » qui sont « cohérents » avec ce que les Russes font habituellement, selon les États-Unis, mais il n'y a pas de preuve spécifique pour le vérifier. Étant donné toutes les façons qui existent de masquer et de faire en sorte qu'un message donné semble provenir d'un certain endroit alors que ce n'est pas le cas, il n'y a aucun moyen de procéder à une vérification complète, ce qui est bien connu de l'ODNI.

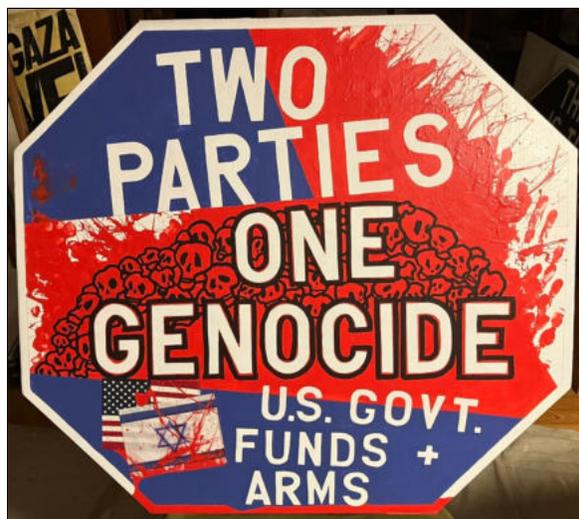
L'un des objectifs de toute cette promotion de l'ingérence étrangère, ce spectre, ce fantôme d'un danger possible, est d'instiller la peur au sujet des « adversaires » déterminés à saper les États-Unis pour justifier des actions contre eux, qu'il s'agisse de la Russie, de la Chine ou de l'Iran. Ce serait ces puissances étrangères qui sont responsables des « protestations », et non les États-Unis en colère contre les conditions, le génocide américano-sioniste et l'ensemble du processus électoral qui bafoue leurs intérêts. Ces adversaires sont présentés comme les responsables de la violence, et non la classe dirigeante et ses agences de renseignement, opérant sur le territoire national et à l'étranger. Ce ne serait pas les conditions brutales d'anarchie, de violence et de guerre civile découlant des relations existantes, caractérisées par une lutte intense entre factions pour le pouvoir de la présidence, mais des acteurs étrangers.

Les affirmations selon lesquelles des acteurs étrangers, en particulier la Russie, sont en mesure d'« attiser les protestations » sont liées aux efforts visant à discréditer les protestations elles-mêmes. C'est ce qui a été fait pour les actions de soutien à la Palestine, c'est-à-dire qu'on a prétendu qu'elles étaient organisées par le Hamas, et pour celles appelées contre la guerre par procuration des États-Unis en Ukraine, destinée à écraser la Russie, qu'on dit qu'elles sont organisées par la Russie, pas par des citoyens et des résidents américains.

Les États-Unis et leurs agences de renseignement prétendent depuis longtemps que les communistes, les organisateurs anti-guerre, les syndicalistes militants, et maintenant les musulmans, sont tous des agents d'une puissance étrangère. Comme dans le cas des rapports de l'ODNI, cela sert à discréditer ces organisateurs et ces manifestations locales, tout en servant de base à la répression policière. Cette répression est déjà évidente dans le cas des Trois de Uhuru, des activistes accusés d'être des agents de la Russie.

Deuxièmement, l'accent mis sur le fait que la Russie favorise Trump est conçu pour promouvoir Harris comme n'étant pas influencée par ces « acteurs étrangers ». C'est Trump qui serait lié à la Russie, qui fera ce qu'ils disent, qui présidera en faveur de la Russie, etc. La même chose a été faite par ces agences en 2016, en faveur d'Hillary Clinton contre Trump. Clinton a dit pendant les débats que la « communauté du renseignement » pensait que Trump était inapte, ce que Harris répète maintenant. Ensuite, il y a eu tous les rapports et les enquêtes du Congrès sur le piratage russe en faveur de Trump, juste avant l'élection de 2016, et encore après son élection. L'objectif était de discréditer Trump et de le lier à la Russie, ce qui a servi à soutenir Clinton, tout comme les rapports d'aujourd'hui servent Harris. Il n'existe cependant aucun rapport indiquant que c'est l'ODNI qui s'ingère dans les élections.

En y regardant de plus près, on peut supposer que les agences de renseignement ainsi que les forces militaires favorisent Kamala Harris, en partie parce qu'elles pensent qu'elle peut assurer une situation plus stable et prévisible dans le pays et éventuellement prévenir une guerre civile. Des institutions fonctionnelles et des informations fiables, pour lesquelles des normes sont nécessaires, sont indispensables pour faire des prévisions. Le dysfonctionnement des institutions existantes et la désinformation



sanctionnée par l'État pour miner l'opinion publique posent un réel problème aux dirigeants américains. Si l'on ajoute à cela la pléthore d'agences de renseignement au service d'intérêts privés étroits, même les instituts de sondage ont été incapables de prédire les résultats des élections des années précédentes. Cela est vrai non seulement pour les élections, mais aussi lorsqu'il s'agit de définir la politique étrangère des États-Unis, l'un des principaux domaines d'action des agences de renseignement. Leur bilan, comme celui de Biden et de son administration, est celui d'un échec à prédire : elles n'ont pas réussi à prédire les résultats de l'élection Clinton/Trump.

En faisant la promotion de l'ingérence étrangère, les agences de renseignement espèrent avoir une meilleure idée de la façon dont le public ainsi que la Russie, l'Iran et la Chine réagiront aux actions des États-Unis.

Troisièmement, toute cette insistance sur l'ingérence étrangère détourne l'attention du fait que les institutions existantes n'assurent pas des élections « libres et équitables ». Les candidats ne sont pas choisis par le peuple et ne le représentent pas, comme l'indiquent les positions pro-guerre et pro-génocide des deux partis. Les élections américaines sont notoirement entachées de corruption et de l'influence d'énormes quantités d'argent provenant d'intérêts privés et ne sont pas démocratiques. Elles sont conçues pour maintenir le peuple, la majorité, hors du pouvoir et les riches au pouvoir. C'est la source de la colère et du mécontentement de la population. Au lieu de fournir des informations et des analyses sur ces problèmes et de discuter des solutions proposées par les électeurs, on fait planer le spectre de l'influence étrangère.

Les Étatsuniens n'en veulent pas et renforcent au contraire leur unité et leurs positions contre le génocide américano-sioniste. Lors d'une réunion de Jewish Voice for Peace à New York intitulée Beyond Elections (Au-delà des élections), 1 200 participants ont discuté et planifié d'autres actions, y compris la mise en place d'un embargo sur les armes et bien d'autres choses encore. Des manifestations à l'appel « Pas de votes pour le génocide » ont eu lieu le 2 novembre et des séminaires et des zooms avec un contenu similaire et des discussions sur l'avancement des mouvements des peuples pour les droits auront lieu immédiatement après l'élection. La position est que ce sont les peuples qui peuvent apporter le changement qu'ils souhaitent, et ils se mobilisent pour le faire.

## Note

1. « Intelligence officials warn foreign adversaries determined to undermine election trust », PBS News Hour, 23 octobre 2024



---

## Réponses aux accusations des États-Unis d'ingérence dans les élections

Les pays ciblés par les agences de renseignement américaines, soit Cuba, la Chine, l'Iran et la Russie, ont tous publié des déclarations pour condamner ces accusations comme étant non fondées et sans preuves.

Le ministre cubain des Relations extérieures, en réponse à des allégations provenant du Bureau du directeur du renseignement national (ODNI) et reprises dans le *Miami Herald* accusant Cuba de s'ingérer dans les élections en Floride, a publié une déclaration intitulée : « Rejet catégorique d'allégations non fondées d'ingérence dans les élections aux États-Unis ». Il y affirme, entre autres : « Le gouvernement des États-Unis ne peut citer aucune preuve ou indication, parce qu'il n'en existe pas, que Cuba a interféré ou a proposé d'interférer dans ses processus électoraux, ou qu'il favorise un homme politique de l'État de Floride ou d'un autre État de ce pays. Toute allégation en ce sens est absolument fausse.

« S'il ne s'agissait pas d'une plainte absolument infondée sur un sujet aussi grave, l'approche serait étonnante, car on pourrait interpréter que le gouvernement des États-Unis a fait un virage à 180 degrés et pour la première fois depuis plus d'un siècle considère qu'il est inapproprié de s'immiscer dans les processus électoraux d'autres pays. Cependant, aucun de ces articles ne laisse clairement entendre si ce gouvernement (de Washington) a l'intention d'abandonner une pratique aussi illégitime qu'inacceptable qui accompagne la politique étrangère des États-Unis depuis si longtemps ».

En réponse au rapport du 22 octobre de l'ODNI, un porte-parole de l'ambassade de Chine a dit que la Chine n'a aucune intention de s'ingérer dans les élections et souhaite que, peu importe le gagnant, celui-ci « s'engagera à développer des liens solides et stables entre les États-Unis et la Chine. »

La Mission de l'Iran aux Nations unies a publié une déclaration en réponse aux accusations des États-Unis d'ingérence dans les élections, affirmant : « En plus de n'avoir aucune crédibilité ni légitimité, de telles allégations sont fondamentalement non fondées, et totalement inadmissibles. » Elle a affirmé que « la République islamique de l'Iran ne se mêle pas des déchirements internes et des controverses électorales des États-Unis. L'Iran a déjà réitéré de façon non équivoque qu'il n'a aucune raison ni intention de s'ingérer dans les élections américaines ; par conséquent, il rejette catégoriquement de telles accusations. Le fait de continuer de répéter de telles allégations non-fondées ne pourra que miner leur crédibilité. »

L'ambassade russe à Washington, a dit : « Comme l'a dit à maintes reprises le président Poutine, nous respectons la volonté du peuple américain. Toutes insinuations au sujet de 'machinations russes' ne sont que des calomnies malicieuses », et que la Russie n'avait reçu « aucune preuve de ces accusations dans ses communications avec les représentants américains ».



---

## **Les forces d'occupation américano-sionistes subissent de lourdes pertes**

### **Les forces de la Résistance jouent un rôle héroïque dans le nord de la bande de Gaza**

*Chronique de Palestine* a récemment mis en lumière à quel point les conditions de combat sont difficiles pour les forces de la résistance palestinienne à Gaza.

L'article explique que ceux qui ne comprennent pas les conditions impossibles dans lesquelles la Résistance de Gaza opère, en particulier dans les parties nord de la bande, ne comprendront certainement pas l'importance de la bataille en cours à Jabalia, à la fois pour la Résistance palestinienne et pour Israël.

Par exemple, lorsque les forces d'occupation israéliennes (FOI) ont lancé leur

dernier assaut sur le camp de réfugiés de Jabalia au début du mois d'octobre, il s'agissait du troisième assaut de ce type au cours de l'année écoulée.

« Il est important de garder à l'esprit que Jabalia ne fait pas plus de 1,5 kilomètre carré. Pour contrôler cette petite zone, l'armée israélienne a déployé près de 50 000 soldats et des centaines de chars et autres véhicules militaires. L'essentiel de l'armée israélienne qui attaque Jabalia provient de la 162e division blindée, qui est soutenue par la 460e brigade blindée, ainsi que par les forces spéciales des brigades Givati. Tout cela se produit dans le contexte de la politique de la terre brûlée, essentiellement la destruction complète de Jabalia, de ses quartiers résidentiels, de ses infrastructures d'eau et d'électricité, de ses installations alimentaires et autres », souligne *Chronique de Palestine*.



Les destructions criminelles israéliennes dans le nord de la bande de Gaza

Le journal ajoute : « Actuellement, environ 111 chars assiègent le camp de réfugiés de Jabalia. Pourtant, la résistance se poursuit à un rythme encore plus élevé qu'auparavant. »

Même dans ces conditions, les différents groupes de la Résistance sont en action tous les jours, ciblant les chars, les bulldozers militaires, les véhicules blindés de transport de troupes et les quartiers généraux des FOI. La Résistance est également en mesure de cibler des officiers supérieurs de l'armée israélienne, incluant le commandant de la 401e brigade, le colonel Ehsan Daqsa, ainsi que d'autres officiers supérieurs.

Le 30 octobre, les Brigades Al-Qassam, la branche militaire du Hamas, ont confirmé que leurs combattants avaient détruit deux chars Merkava israéliens, l'un avec un puissant engin explosif dans la zone de projet de Beit Lahia, près de l'intersection de Razan, et l'autre avec un baril d'explosifs près de l'intersection de Sakafi. Elles ont touché un véhicule blindé de transport de troupes israélien et ciblé un char Merkava 3 avec deux engins explosifs Shawaz, puis ont pris pour cible une équipe de maintenance qui arrivait sur les lieux des véhicules en utilisant un

engin antipersonnel qui a fait plusieurs victimes et blessés parmi les forces d'occupation.

Dans le camp de Jabalia, les Brigades Al-Qassam ont pris pour cible trois bulldozers militaires israéliens D9. Les Brigades Abdel Qader al-Husseini ont également pris pour cible des groupes d'occupation à l'est de Jabalia. Les brigades Al-Quds (branche militaire du Jihad islamique palestinien), les brigades Abu Ali Mustafa (branche militaire du Front populaire de libération de la Palestine) et la brigade Al-Amoudi des brigades des martyrs d'Al-Aqsa ont renouvelé leur bombardement des sites de commandement et de contrôle israéliens dans la zone de Netzarim, au sud-ouest de la ville de Gaza, en utilisant 107 roquettes et des obus de mortier de gros calibre.

Le 31 octobre, la Résistance palestinienne a attaqué un bâtiment où le chef d'état-major israélien Herzi Halevi rencontrait le personnel de la FOI chargé d'une « évaluation sur le terrain ». Herzi Halevi avait quitté les lieux juste avant l'attaque, mais quatre soldats de l'Unité multidimensionnelle 888 ont été tués.



La Résistance cible les forces d'occupation israéliennes à l'est de Jabalia, le 1er novembre 2024.

*Chronique de Palestine* écrit : « Cela indique que les combattants palestiniens du nord de la bande contrôlent toujours le champ de bataille et continuent d'opérer sur la base d'informations crédibles des services de renseignement, [et démontre que] les groupes de la Résistance à Gaza sont non seulement capables d'intercepter mais aussi d'exécuter leurs plans avec un grand degré de précision et enfin, que le 'plan des généraux' se heurte à des obstacles majeurs et pourrait ne pas être viable ».

*Al Mayadeen* rapporte également que le Hezbollah continue d'infliger des pertes significatives à l'armée d'occupation, en personnel et en matériel, sur plusieurs fronts, depuis les villages avancés du sud du Liban jusqu'aux positions israéliennes au coeur de la Palestine occupée.

Le 31 octobre, la Résistance islamique au Liban, le Hezbollah, a diffusé des images

vidéo montrant que la base d'Ein Shemer (une base de défense aérienne et de brigade régionale) avait été prise pour cible à l'est de Hadera, ainsi que des positions israéliennes dans le camp militaire d'Elyakim (du commandement nord) au sud de Haïfa et dans la base de Shraga au nord de la ville occupée d'Akka. Les images montrent une opération complexe qui a impliqué le lancement de missiles haut de gamme et de drones unidirectionnels. Les cibles ont été frappées avec précision, les forces israéliennes n'ayant pas réussi à intercepter les missiles et les drones qui ont survolé les territoires palestiniens occupés pendant un certain temps, a déclaré le Hezbollah.

Le journaliste israélien Meron Rapoport a déclaré à *Middle East Eye* qu'il pensait que le changement apparent de la position de l'armée était basé sur ses craintes que les victimes ne continuent d'augmenter tant que les opérations de combat se poursuivraient. Il a déclaré : « Si l'armée dit maintenant que la guerre doit cesser, c'est à cause des morts. »

### **La Résistance en Palestine et au Liban inflige de lourdes pertes aux forces d'occupation américano-sionistes**

En octobre, Israël a enregistré son pire mois en termes de pertes militaires cette année, alors que les combats se poursuivent au sud-Liban et au nord de Gaza. Au moins 62 soldats ont été tués depuis le début du mois d'octobre, selon les chiffres officiels, ce qui en fait le mois le plus meurtrier pour l'armée israélienne depuis décembre dernier, lorsque 110 soldats avaient été tués au plus fort de sa guerre contre la résistance palestinienne à Gaza.

Il s'agit également d'une forte augmentation du nombre de morts par rapport aux derniers mois. L'armée israélienne n'a enregistré que neuf décès en septembre, et 63 au total entre juin et août.

Depuis qu'Israël a commencé son invasion du Liban le 1er octobre, il a reconnu que 35 soldats israéliens ont été tués dans le sud du Liban ou à la frontière libanaise, et comme on le sait, Israël ment sur tout.

Le Hezbollah affirme avoir tué plus de 90 soldats israéliens au cours du mois dernier. Les forces de la résistance à Gaza rapportent qu'au moins 19 soldats sionistes ont été tués au cours du mois dernier dans la seule bande de Gaza. Au cours de l'année écoulée, sur la base des informations officielles publiées sur le site Internet du ministère israélien des Affaires étrangères, les FOI ont subi un total de 780 pertes militaires, dont des centaines de morts lors de l'opération militaire du 7 octobre 2023 menée par le Hamas dans le sud d'Israël. Ce chiffre comprend au moins 365 soldats répertoriés comme « tombés au combat » à Gaza, au Liban et en Cisjordanie occupée, ainsi que ceux qui ont été tués lors d'attaques à la roquette ou d'autres attaques à l'intérieur d'Israël, et d'autres qui sont décédés dans des accidents de la route. Mais de nombreux soldats ne sont identifiés que par leur nom, leur grade et leur unité, sans autre détail sur les circonstances de leur mort.

La chaîne de télévision israélienne *Channel 12* estime à 890 le nombre de soldats israéliens morts depuis le 7 octobre 2023, et à 11 000 le nombre de blessés.

*(Chronique de Palestine, al-Mayadeen, Press TV, Electronic Intifada, Middle East Eye)*



---

[www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) • [redaction@pccml.ca](mailto:redaction@pccml.ca)